

Sur l'élection présidentielle au Venezuela

Les élections présidentielles ont lieu le 7 octobre 2012 au Venezuela. Le président Hugo Chavez, issu de l'armée, bonaparte nationaliste, chantre de la « révolution bolivarienne », sollicite pour la troisième fois les suffrages. Cette candidature est soutenue par des partis ouvriers bourgeois du monde entier (une délégation du Parti de gauche français participe à la campagne) et même par des courants « trotskystes » comme la TMI, au nom de « l'anti-impérialisme », de la « révolution citoyenne en marche », etc.

Certes, le colonel Chavez, comme tous les dirigeants bourgeois nationalistes, comme le colonel Perón l'avait fait avant lui en Argentine, a parfois utilisé la mobilisation populaire pour desserrer un peu l'étau de la pression impérialiste au profit de la bourgeoisie nationale. Il a dû en retour concéder aux masses quelques miettes, aujourd'hui entièrement remises en cause avec la crise.

Les communistes soutiennent tout pas réel contre l'impérialisme de la part des pays opprimés et soutiennent un pays opprimé en but à une agression impérialiste, quelque soit le gouvernement (comme lors de la tentative de coup d'État contre Chavez en 2002). Mais seule la classe ouvrière et l'internationale ouvrière peuvent éradiquer le capitalisme mondial.

Mais il s'agit d'élections. Et, en fait de révolution, Chavez au pouvoir et son parti le PSUV préservent l'armée et la police bourgeoises, refusent la distribution des terres aux paysans et l'expropriation des groupes industriels et bancaires nationaux, tentent d'intégrer les syndicats à l'État bourgeois, limitent le droit de grève et y tolèrent les assassinats de syndicalistes,.

En fait d'anti-impérialisme, le colonel Chavez protège toutes les grandes sociétés étrangères, Chevron, Ford, Mitsubishi, Total, Alstom, etc. qui opèrent librement au Venezuela et il collabore avec les impérialismes russe et chinois.

En fait d'internationalisme, le colonel Chavez fraternise avec le régime qui restaure le capitalisme à Cuba, Il soutient ouvertement les dictateurs sanguinaires en Iran ou en Syrie, comme il avait soutenu Kadhafi en Libye. Le colonel Chavez et ses soutiens internationaux prétendent qu'il est le seul recours en « défense de la révolution » face à Capriles, candidat de la fraction de la bourgeoisie liée plus directement à l'impérialisme. Mais c'est Chavez lui-même et son PSUV qui sont les artisans du renforcement de la bourgeoisie au Venezuela en même temps que leur politique décourage et écœure des secteurs entiers de travailleurs des villes et des campagnes. C'est Chavez lui-même qui a amnistié les auteurs des deux putschs militaires avortés.

Soutenir le colonel Chavez dans cette élection, c'est soutenir sa politique contre la classe ouvrière au Venezuela, à Cuba, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, c'est tenter de désarmer les masses en présentant un colonel et le président d'un pays capitaliste comme un sauveur suprême, un guide qui les mènerait au socialisme.

Dans ces conditions, le CoReP et le CCI(T) soutiennent la seule candidature ouvrière aux élections présidentielles du 7 octobre au Venezuela, celle du militant Orlando Chirino, membre du PSL, ancien ouvrier du pétrole licencié, combattant contre l'intégration des syndicats à l'État bourgeois, malgré l'opportunisme dont son courant international, l'UIT, fait souvent preuve.

Les positions justement défendues par Chirino contre l'austérité capitaliste, contre le paiement de la dette publique par les travailleurs, pour la nationalisation de banques et des grands groupes industriels sous contrôle des travailleurs, pour la distribution de la terre aux paysans, pour la reconnaissance des droits des Indiens, pour l'indépendance des syndicats, etc. sont utopiques sans révolution prolétarienne, sans conseils ouvriers et paysans, sans prise du pouvoir, sans démantèlement de l'appareil répressif de l'État, sans un gouvernement ouvrier et paysan luttant pour les États-Unis socialistes d'Amérique latine.

4 octobre 2012

Collectif révolution permanente / Autriche, France, Pérou
Comité communiste internationaliste (trotskyste) / France